

Podemos, un parti de « non professionnels » ?

Le projet de « convertir l'indignation en un changement politique » est lancé le 17 janvier 2014, à l'initiative de jeunes professeurs du département de science politique de l'Université Complutense de Madrid¹. C'est trois ans à peine après le début du mouvement des *Indignés*, qui a rempli les rues et les places espagnoles à partir du 15 mai 2011, en dénonçant notamment le fonctionnement du système politique (bipartisme, mode de scrutin, corruption, etc.). Face aux pratiques de partis et d'élus « qui ne nous représentent pas », les *Indignés* revendiquent une « démocratie réelle ». Aux élections européennes du 25 mai 2014, Podemos crée la surprise en remportant près de 8 % des suffrages (soit plus de 1,2 millions d'électeurs) et cinq sièges de parlementaires. Dans la perspective des élections municipales, régionales et législatives de 2015, ce nouveau parti est amené à se structurer rapidement pour proposer une alternative politique crédible face aux politiques d'austérité et à la crise économique. La jeune formation se trouve alors confrontée aux questions et problèmes qui se posent à tout parti politique :

HÉLOÏSE NEZ
Sociologue, université de Tours,
membre de l'UMR CITERES

structuration interne, équilibre entre participation et représentation, question du *leadership*, modes de financement, etc. Quelles réponses apporte-t-elle à ces enjeux organisationnels constituant une priorité « pour donner corps et forme » à un nouveau parti ? Comment « l'horizon électoral » qui affecte les stratégies des membres et dirigeants des partis politiques comme des mouvements sociaux³ influence-t-il ces choix ? Qu'est-ce qui est attendu de la forme partisane et dès lors débattu, alors que la critique des

1. Je remercie Nathalie Ethuin pour ses commentaires.

2. Myriam Aït-Aoudia et Alexandre Dézé, « Contribution à une approche sociologique de la genèse partisane. Une analyse du Front national, du Movimento sociale italiano et du Front islamique de salut », *Revue française de science politique*, 2011, vol. 61, n° 4, p. 645.
3. Frédéric Sawicki, « Partis politiques et mouvements sociaux : des interdépendances aux interactions et retour », in Simon Luck et Stéphanie Dechezelles (dir.), *Voix de la rue ou voix des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, pp. 31-46.

partis traditionnels est une des raisons de la création de Podemos ?

Cet article propose une première étude des pratiques démocratiques de Podemos, en s'appuyant sur la réalisation d'une dizaine d'entretiens avec des militants dans la région de Madrid, des observations de réunions organisées par Podemos à l'échelle nationale, régionale et municipale, ainsi que sur une analyse des documents produits et débattus au sein de la formation. Si les modes de fonctionnement des « cercles » de Podemos sont en partie hérités des *Indignés*, les débats sur l'organisation interne du parti débouchent sur une structure assez classique, où la figure du *leader* – incarnée par Pablo Iglesias, un professeur de science politique de 36 ans, connu médiatiquement pour ses interventions à la télévision – est centrale. Les différents registres de légitimité mis en avant par les promoteurs et les candidats de Podemos aux élections municipales et régionales, en oscillant entre l'ordinaire et la compétence, sont révélatrices des tensions qui traversent cette formation politique.

Des pratiques organisationnelles en partie héritées des *Indignés*

« Podemos n'existerait pas sans le mouvement des *Indignés* » : l'affirmation est récurrente dans le discours des militants et sympathisants de Podemos. Cependant, la création d'un parti politique n'est pas issue d'une des nombreuses assemblées des *Indignés*. Elle a néanmoins fait l'objet de débats récurrents au sein d'un mouvement social où deux stratégies s'opposent : celle de « la politique à court terme », qui cherche à avoir une influence sur la politique institutionnelle, et celle

de « la politique à long terme » visant à déconnecter les luttes sociales de la politique électorale⁴. On ne peut donc comprendre l'émergence de Podemos sans revenir sur le mouvement des *Indignés*, qui a clairement inspiré ses promoteurs. Selon le manifeste initial de Podemos « *Mover fichas* » (« avancer ses pions »), l'enjeu est de « pouvoir canaliser cette indignation à travers une option électorale qui fasse envie et qui, en même temps, démontre notre capacité de représentation de la majorité ». Le mouvement des *Indignés* a eu un effet durable sur la vie politique et sociale espagnole, en incitant de nombreux citoyens à remettre en cause les schémas établis depuis la transition démocratique (lors du passage de la dictature franquiste à la démocratie, entre 1975 et 1978) et à parler de politique au quotidien⁵. Les assemblées ont constitué un moment crucial de politisation et d'apprentissage de la parole politique : « on venait bien sûr débattre de politique, d'économie ou de la société, mais on y venait surtout apprendre à débattre, à délibérer ensemble.⁶ »

Dans la première phase de constitution de Podemos, les « cercles » se sont multipliés en Espagne, en s'or-

4. Héloïse Nez, « We Must Register a Victory to Continue Fighting. Locating the Action of the Indignados in Madrid », in Marcos Ancelovici, Pascale Dufouret Héloïse Nez (dir.), *Streets Politics in the Age of Austerity. From the Indignados to Occupy*, Amsterdam, Amsterdam University Press, à paraître.

5. Marta Cruells et Pedro Ibarra (dir.), *La democracia del futuro. Del 15M a la emergencia de una sociedad civil viva*, Madrid, Icaria Editorial, 2013.

6. Hedwig Marzolf et Ernesto Ganuza, « Les indignés au pouvoir ? Le cas de Podemos en Espagne », 22 janvier 2015, <http://dormirajamais.org/podemos/>.

ganisant sur une base territoriale (par ville, quartier, etc.) ou thématique (le cercle des infirmières, celui de l'éducation, etc.). Ils se sont développés sans planification générale, à l'initiative d'individus ayant une grande diversité de profils d'engagement, de longue date dans le militantisme politique, associatif et/ou syndical⁷, ou plus récemment avec le mouvement des *Indignés*. Comme l'explique l'une des responsables de la campagne pour les élections européennes : « les gens sont en train de s'organiser par cercles partout en Espagne, [...] c'est génial, nous ne pensions pas avoir une telle réponse citoyenne. [...] C'est vrai qu'ils nous ont tous devancés, ils nous ont tous dépassés au niveau de la planification que nous aurions pu avoir et qui était inexistante » (entretien du 24 avril 2014 avec Sarah, 29 ans, qui vient d'arrêter la production de l'émission *La Tuerka* présentée par Pablo Iglesias pour se consacrer à la campagne de Podemos). Lorsque le parti cherche à se structurer, à l'automne 2014, on compte déjà un millier de cercles à travers le pays. Leur fonctionnement, qui varie d'un lieu à l'autre, est très proche de celui des assemblées des *Indignés*. Les réunions ont généralement lieu sur la place publique. Elles sont ouvertes à tous et fonctionnent sur le mode de l'assemblée, avec une rotation des tâches pour animer les débats, prendre les tours de parole ou rédiger le compte-rendu. L'observation des activités d'un cercle

à Parla, une ville de la banlieue Sud de Madrid, montre de grandes similitudes avec l'assemblée locale des *Indignés*, dont plusieurs membres s'impliquent désormais dans Podemos. Ces derniers reconvertissement ainsi dans leur engagement partisan des savoir-faire militants qu'ils ont acquis en prenant part au mouvement des *Indignés* : « Nous avons appris beaucoup de choses avec les *Indignés*... à être avec plus de gens, à savoir parler en public, à savoir parler davantage de politique [...], à aller au conseil municipal et à dire ce que tu penses aux élus de ta ville » (entretien du 25 avril 2015 avec Manolo, 36 ans, employé de la grande distribution au chômage).

L'une des principales différences réside dans le mode de prise de décision : alors que les *Indignés* avaient systématiquement recours au consensus, entraînant des débats souvent longs et parfois sans issue⁸, les militants de Podemos tranchent la plupart des décisions par vote à main levée. Les réunions sont plus courtes, les horaires respectés, les temps de parole limités. Selon une membre du conseil citoyen de Podemos, Parla, qui s'était investie dans l'assemblée locale des *Indignés*, il s'agit de « contrôler davantage la discussion » pour ne pas avoir de débats interminables, alors qu'il y a « beaucoup à faire » (entretien du 23 janvier 2015 avec Laura, 37 ans, architecte fonctionnaire). Cette rationalisation du fonctionnement de l'assemblée s'accompagne d'une clarification de l'objectif principal : il s'agit désormais de remporter la bataille dans les urnes.

7. Si certains membres n'ont pas d'engagement antérieur, les militants poly-engagés sont nombreux dans les cercles de Podemos, comme dans les assemblées des *Indignés*. Cf. Sophie Bérout, « Une mobilisation syndicale traversée par le souffle des *Indignés* ? La "marée verte" dans le secteur de l'éducation à Madrid », *Savoir/Agir*, n° 27, 2014, pp. 49-54.

8. Héloïse Nez, « Délibérer au sein d'un mouvement social : ethnographie des assemblées des *Indignés* à Madrid », *Participations*, n° 3, 2012, pp. 79-102.

Un parti comme les autres ?

« Nous naviguons en même temps que nous construisons le bateau » : comme le signale la secrétaire générale de Podemos à Parla (Leticia, 26 ans, psychologue au chômage) dans un entretien le 26 avril 2015. Le parti a dû se structurer en interne en même temps qu'il s'est engagé dans la lutte électorale. Lors de la campagne pour les élections européennes, les organisateurs ont reporté la question organisationnelle à l'automne : « Après tout ça, si les choses se passent bien, nous avons une tâche incroyable à l'échelle nationale d'organiser tout ça dans une forme qui soit viable. [...] Et il n'y a pas le temps non plus, car les élections municipales seront en mai de l'année qui vient. Il faudra donc dédier l'automne à nous organiser » (entretien avec Sarah le 24 avril 2014). Le processus « d'assemblée citoyenne *Sí se puede* [oui on peut] » est lancé du 15 septembre au 15 novembre 2014, pour élaborer les textes fondateurs du parti et élire les responsables des organes de direction. Les membres et sympathisants de Podemos sont alors invités à élaborer des textes pour définir les principes éthiques, politiques et organisationnels (incluant les enjeux de financement) du parti. Tout le monde peut faire une proposition, à partir du moment où elle est portée par cinq personnes et reçoit l'appui d'un cercle. Les débats sont alors intenses dans de nombreux cercles à travers le pays, comme sur l'espace de discussion en ligne *Plaza Podemos*, débouchant sur une centaine de propositions. Les 18 et 19 octobre 2014, une rencontre physique est organisée à Madrid pour exposer et partager les différents documents. Si chaque porteur de projet vient

sur le devant de la scène et dispose du même temps pour défendre son texte, l'attention des médias et du public se focalise très nettement sur l'équipe de Pablo Iglesias.

La proposition du groupe fondateur de Podemos (« *Claro que Podemos* », « Bien sûr que nous pouvons ») consiste à se doter d'un appareil partisan efficace pour mener les combats politiques à venir. L'organisation retenue est présentée comme la meilleure solution dans un contexte donné et pour répondre à une stratégie politique visant à remporter en priorité les élections nationales. Le document sur les « principes politiques » précise ainsi que « nous avons devant nous un an et demi qui va être décisif dans l'histoire de notre pays. [...] Podemos devra se doter d'outils qui permettent de livrer ces batailles de manière efficace. La priorité sur le plan organisationnel [...] est donc de construire en premier lieu une machine politique, discursive et électorale [...] qui soit capable de profiter de la fenêtre d'opportunité de la crise du régime de 1978 ». Le système organisationnel défendu, voté en ligne par 82 % des inscrits sur le site web, est relativement classique. Le parti se dote d'un secrétaire général qui assure pour trois ans « la représentation politique et institutionnelle du parti ». Le « conseil citoyen » constitue l'organe exécutif et se compose de 81 membres : le secrétaire général qui préside ses réunions, les 17 secrétaires généraux des régions, un membre élu par les inscrits de Podemos résidant à l'étranger et 62 membres élus par l'assemblée citoyenne. Enfin, un conseil de coordination est composé de 10 à 15 personnes élues par le conseil citoyen, sur proposition du secrétaire général qui forme ainsi son équipe

rapprochée. Cette structure pyramidale, qui est répliquée aux échelons régional et municipal, diminue le poids acquis initialement par les cercles, qui ont des difficultés à trouver leur place par rapport au conseil citoyen. Néanmoins, le pouvoir du secrétaire général se veut limité et contrôlé, notamment par un mécanisme de révocation : un référendum décisionnel peut être organisé à la demande de 20 % des inscrits sur le site web de Podemos. Les décisions stratégiques doivent être prises dans des « assemblées citoyennes », qui se tiennent à l'échelle nationale comme aux niveaux régional et municipal. En outre, le document *Claro que Podemos* inclut un « mécanisme de démocratie directe » permettant que « n'importe quelle personne ou groupe, qu'il soit ou non dans un cercle, puisse lancer des propositions et qu'elles se traduisent en initiatives politiques si elles reçoivent le soutien de la majorité ». Cela constituerait la principale « différence entre une structure partisane traditionnelle et une nouvelle manière de faire de la politique ». Une autre singularité de Podemos concerne ses modes de financement, qui répondent aux principes « d'austérité dans la dépense de ressources collectives » et d'indépendance à l'égard des banques : « Podemos ne se financera pas par des crédits bancaires. Nous étudierons la possibilité de mettre en place des principes de financement non bancaires à travers des microcrédits personnels ou des bons pour financer les campagnes électorales ». Les campagnes pour les élections européennes et régionales ont ainsi été essentiellement financées par *crowdfunding*.

Toutefois, des textes alternatifs avançaient davantage d'innovations démo-

cratiques. Par exemple, le projet mené par l'eurodéputé Pablo Echenique (« *Es la hora de la gente* », « L'heure des gens est venue ») – le deuxième document de principes organisationnels qui a obtenu le plus de voix –, proposait de combiner « horizontalité et efficacité » en renforçant le pouvoir des cercles et en instaurant un système de porte-parole multiples pour tous les organes de direction de Podemos. La traditionnelle figure de secrétaire général était ainsi remplacée par sept porte-parole réunis au sein d'un cercle national et trois à cinq porte-parole pour les autres cercles. D'autres projets allaient encore plus loin, en ayant recours au tirage au sort : « Quand nous avons beaucoup plus de volontaires que de places et que nous voulons que personne ne soit privilégié pour y avoir accès, le mécanisme le plus égalitaire et démocratique est le tirage au sort. » La proposition « *Profundización democrática* » (« Approfondissement démocratique ») de Víctor García (membre du cercle de Barcelone) consistait à « faire quelque chose qu'aucun parti n'a fait jusqu'ici, seulement ainsi nous éviterons de répéter les mêmes erreurs ». Il s'agissait notamment de désigner la moitié des membres du conseil citoyen par tirage au sort sur une liste de volontaires et l'autre moitié avec un système de vote proportionnel et préférentiel (le « vote unique transférable », qui permet aux électeurs de classer leurs candidats et assure une représentation proportionnelle). Par rapport à ces propositions novatrices, le texte retenu fait passer l'objectif démocratique au second plan pour privilégier une organisation efficace en vue des élections, comme le reconnaît une militante de Podemos Parla, qui a voté pour le texte d'Echenique : « Tu

perds en démocratie interne, mais tu gagnes aussi en efficacité et par rapport à l'objectif qui est d'être aux élections législatives. Je dis toujours que l'objectif est d'aller aux élections nationales et ensuite de continuer à démocratiser Podemos, beaucoup plus » (entretien du 24 janvier 2015 avec Belém, 40 ans, psychologue libérale).

Quels critères de légitimation pour les porte-parole et les candidats de Podemos ?

Même si l'option organisationnelle votée à l'issue d'un processus participatif est la plus classique parmi celles qui étaient proposées, Podemos se distingue d'autres formations politiques par la place accordée à la participation en son sein. Le document de principes éthiques définit le parti comme « un outil pour la participation citoyenne et l'unité populaire » qui vise à « récupérer la politique pour la mettre au service des gens ». Ce projet se traduit notamment par l'élection des candidats, tant pour les organes de direction du parti que pour les institutions de représentation politique, à la suite de primaires ouvertes à tous les citoyens, avec des listes ouvertes. Il suffit de s'inscrire sur le site de la formation pour prendre part aux primaires, sans devoir pour autant adhérer au parti. L'ordre des candidats sur les listes électorales dépend strictement de leur résultat aux primaires, seulement corrigé par un critère de genre afin de former des listes « fermeture éclair » qui intercalent systématiquement un homme et une femme (ou inversement). L'organisation de primaires ouvertes est présentée comme faisant partie de « l'ADN

de Podemos », qui cherche ainsi à se distinguer d'autres partis politiques, comme l'explique l'une des organisatrices de la campagne de Podemos aux élections européennes : « Les gens normaux ne sont pas représentés dans les appareils des partis politiques, même les partis de gauche, [...] [qui] sur-représentent leurs militants. [...] [et sont] imperméables à ce qu'il se passe à l'extérieur » (entretien du 5 mai 2014 avec Rita, 26 ans, étudiante en master d'économie). D'autres principes visent à lutter contre la professionnalisation de la politique, comme la limitation des mandats dans le temps pour des responsabilités publiques ou internes à Podemos (pas plus de huit ans, exceptionnellement douze) et un plafonnement des revenus issus de l'activité politique (pas plus de trois fois le salaire minimum). Les candidats aux élections régionales doivent ainsi signer un « code éthique », comme ceux qui se présentent aux élections municipales dans le cadre des « candidatures d'unité populaire » impulsées par Podemos, qui ne se présente pas en son nom à ce scrutin local.

Ces règles formelles s'accompagnent d'un discours présentant les candidats de Podemos comme « des citoyens qui font de la politique » et non « des professionnels de la politique ». Ana Ferreira (55 ans, artiste), tête de liste de la candidature *Cambiemos Parla* et membre du cercle local de Podemos, précise ainsi en réunion publique que « nous sommes capables de faire ce changement depuis un autre endroit, pas depuis les politiques professionnels, mais depuis les citoyens qui font de la politique pour un moment donné et retournent ensuite à leur travail ». Les candidats se présentent dans les événe-

ments publics comme des citoyens parmi d'autres, qui assument pour une période donnée une responsabilité politique. José Manuel López, candidat de Podemos aux élections régionales à Madrid, répond ainsi à la question « voitures officielles, oui ou non ? » posée par un participant à l'une des premières « rencontres avec vos élus » le 26 avril 2015 : « Comment on se rend à son travail ? En métro ! Des fois, on a besoin d'une voiture pour aller dans les environs de Madrid. Mais comment tu rentres chez toi ? En métro, ou à vélo ! Il faut avoir du bon sens ! ». Il se distingue des professionnels de la politique dans ses réponses, mais aussi par son style vestimentaire (jean, pas de cravate) et ses gestes – à la fin de la réunion qui se tient sous un chapiteau installé de manière précaire sur un terrain vague, alors que les candidats et la centaine de personnes présentes se lèvent pour applaudir, José Manuel López mime le geste des hommes politiques qui saluent de la main leur public et éclate de rire.

Lorsqu'ils se présentent aux primaires pour les organes internes de Podemos ou pour les élections régionales et municipales, les candidats mobilisent fortement ce registre de l'ordinaire, en se présentant comme des « gens normaux » (être au chômage ou avoir accumulé les emplois précaires devient, par exemple, un facteur de légitimité) et en « racont[ant] une personnalité attentive à l'autre, encline à soigner le lien sous toutes ces formes⁹ ». Mais ils mettent aussi souvent en avant un autre type de légitimité, basé sur la

compétence. Les formations universitaires sont énumérées, ainsi que l'expérience issue d'une participation de longue date dans les mouvements sociaux ou plus récente avec les *Indignés*. Par exemple, José Manuel López se présente sur le site web de Podemos non seulement comme « habitant du quartier Hortaleza où je suis né il y a 48 ans », mais aussi comme ingénieur agronome, diplômé de plusieurs universités, avec une longue expérience professionnelle (coopération internationale, ingénierie, coordination d'actions sociales et d'études socio-économiques) et militante (associations de jeunesse, projets de radios communautaires, collectifs citoyens). Ce n'est qu'un exemple parmi les nombreux CV mettant en avant des professions intellectuelles (avocats, professeurs, travailleurs sociaux, etc.) et des compétences acquises par les études, la vie professionnelle et militante. L'ouverture du champ politique, avec l'émergence d'un nouveau parti, permet ainsi de nombreuses reconversions militantes¹⁰ tout en valorisant le capital scolaire. À l'inverse, certains hésitent à se présenter en soulignant la faiblesse de leur formation et de leurs compétences communicationnelles, comme Marta une aide-soignante de 31 ans qui a pourtant milité tôt dans les Jeunesses communistes et participé activement à l'assemblée locale des *Indignés* puis à la « marée blanche » contre la privatisation des hôpitaux : « Je ne suis pas préparée, je n'ai pas fait d'études, certains sont beaucoup plus préparés que moi. [...] Je suis très

9. Hedwig Marzolf et Ernesto Ganuza, 2015, *op. cit.*

10. Lilian Mathieu, « Je t'aime, moi non plus : mouvements sociaux et partis, entre critique et instrumentalisation », *Savoir/Agir*, n° 31, 2015, pp. 51-56.

gênée de parler en public, je veux être un soutien mais pas parler en public¹¹ ».

Dans une émission télévisée le 25 avril 2015, Pablo Iglesias résume bien cette oscillation entre deux registres de légitimité : « Nous ne sommes pas des politiques professionnels, à la direction de Podemos il y a beaucoup de diplômés de l'université, il y a quelques docteurs, il y a aussi des professionnels qui n'ont pas fait d'études, des gens très qualifiés. Nous disons que nous ne sommes pas des politiques, que nous sommes des citoyens qui font de la politique. Et quand je pense à mon gouvernement, je ne pense pas à un gouvernement de Podemos, je pense à un gouvernement des meilleurs. Nous voulons compter avec les meilleurs pour gouverner. » L'expression « le meilleur de la société civile » est souvent reprise par les candidats de Podemos lors de la campagne pour les élections régionales de mai 2015, en référence à des compétences attestées par les diplômes et/ou issues d'une expérience professionnelle et militante. Ramón Espinar (28 ans, politologue) présente ainsi ses colistiers au meeting de Podemos pour la région de Madrid le 2 mai 2015 : « On a énormément de gens très compétents. On a des gens comme Lorena [numéro deux de la liste, avocate] qui vient de la justice [...] et qui] depuis des années passe son temps dans les tribunaux à défendre les droits de l'homme [...]. On a des gens comme José Manuel qui a travaillé toute sa vie et qui connaît très bien la région de Madrid, c'est

quelqu'un de compétent, de décent, qui a une capacité de gestion ». Si des militants de base comme Belém continuent à penser « qu'il est possible que n'importe qui puisse faire de la politique » (entretien du 24 janvier 2015), cette conception participationniste de la démocratie est remise en cause par le projet, plus élitiste, de distribuer les postes à responsabilité en fonction des compétences.

Ces contradictions montrent bien l'ambiguïté d'un mouvement politique qui s'inscrit dans la lignée d'un mouvement social prétendant mettre la politique à la portée de tous les citoyens, mais qui tend à reproduire, dans son organisation interne comme dans certains de ses discours (surtout à l'échelle nationale), le schéma traditionnel selon lequel la politique serait avant tout une affaire d'experts. ■

11. Discussion informelle à la fin de la réunion de présentation de la candidature « *Cambiamos Parla* » le 21 janvier 2015, suite à laquelle Marta se présentera tout de même pour les élections municipales « parce qu'il n'y a pas assez de femmes ».